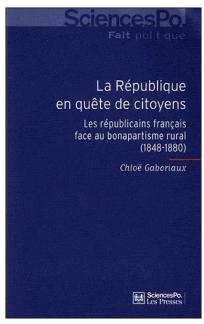


Chloé Gaboriaux (université de Poitiers / CRIHAM)

# L'INTÉRÊT GÉNÉRAL EN PARTAGE

La reconnaissance d'utilité publique des resociations en République (1870-1914

# Une socio-histoire de l'intérêt général





Une sociologie historique de l'État et des groupements intermédiaires

Un terrain : la reconnaissance d'utilité publique des associations et fondations entre 1870 et 1914 au Conseil d'État

Une difficulté : relatif silence de la doctrine, richesse de la jurisprudence, laconisme des argumentaires du Conseil d'État Le choix d'une méthode « mixte », analyse de discours et approche quantitative

# Ministères / Ministère de l'Intérieur :

- + rapport du directeur de l'administration départementale et communale
- + avis du maire, du préfet, du recteur, etc.
- + projet de décret



#### Conseil d'Etat:

En section:

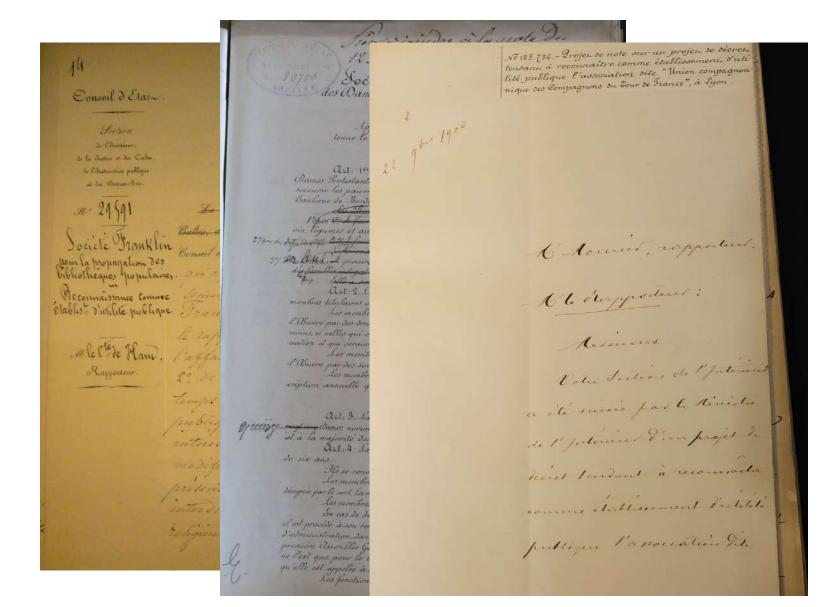
- + brouillons
- + annotations et ratures portées sur les différentes pièces
- + minutes de notes et avis AG : comptes rendus des débats





- à partir de 1901 : JO contenant l'extrait de la déclaration
- exposé des motifs
- statuts
- liste des établissements (dont siège)
- liste des membres (âge, nationalité, profession, domicile)
- compte financier du dernier exercice
- état de l'actif
- extrait de la délibération de l'AG demandant la RUP

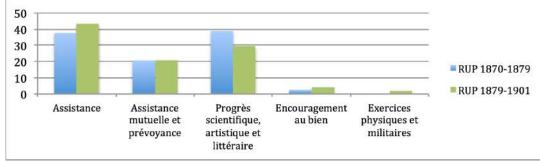




### Qu'est-ce que l'intérêt général?

- Des critères affichés
- Certaines causes

Figure 7. Répartition par secteurs d'activité des associations et fondations reconnues d'utilité publique (RUP) entre 1870 et 1879 et entre 1879 et 1901 (en pourcentage du total des reconnaissances d'utilité publique à la même période).



• La justification de certaines décisions

NOTES

NOTES

DE

NOTES

PRIDENCE

(Section de l'Intérieur, des Cultes,
e l'Instruction publique et des Beaux-Arts du Conseil d'État.)

SE RÉFÉRANT A LA PÉRIODE COMPRISE
ENTRE LE MOIS D'AOUT 1879 ET LE 31 DÉCEMBRE 1897

Figure 9. Effets des critères affichés sur l'adoption des décrets de reconnaissance d'utilité publique par le Conseil d'État entre 1870 et 1914.

Variables	Nombre de dossiers	Significativité	Odds ratios	
Base		*	2,09	
Patrimoine				
Moins de 10 000 fr.	158	Réf.		
Entre 10 et 20 000 fr.	134			
Entre 20 et 60 000 fr.	158			
Plus de 60 000 fr.	161	*	1,87	
Information manquante	450			
Nombre de membres				
Moins de 250	123	Réf.		
Entre 250 et 700	155		Présiden	
Plus de 700	111	*		
Information manquante	672	**		
Ancienneté			Henr	
Moins de 5 ans	191	Réf.	пеш	

Secteur d'activité			
Assistance	473	Réf.	
Assistance mutuelle et prévoyance	216	***	0,38
Progrès scientifique, artistique et littéraire	318	***	0,49
Encouragement au bien	37		
Exercices physiques et militaires	17		
Période			
1870-1879	172	Réf.	
1879-1901	455	*	0,48
1901-1914	403	***	0,22
Traitement après 1914	31		

Président de section			
Paul Dislère	242	Réf.	
Henry de Villeneuve	140	***	4,74
Siège			
France métropolitaine	180	Réf.	
Outre-mer	13		
Paris et sa banlieue	189	***	2,92

Note 1 : la régression porte sur 382 dossiers.

Note 2 : les catégories « patrimoine » et « nombre de membres » ont été intégrées au calcul mais supprimées du tableau : elles n'ont donné lieu à aucun résultat significatif.

Note 3 : \* significativité au seuil de 5 %, \*\* significativité au seuil de 1 %, \*\*\* significativité au seuil de 0,1 %.

Note 1 : la régression porte sur 1 061 dossiers.

Entre 5 et 10 ans

Entre 10 et 20 ans

Plus de 50 ans

Entre vingt et 50 ans

Information manquante

Note 2 : ° significativité au seuil de 10 %, \* significativité significativité au seuil de 1 %.

181

201

196

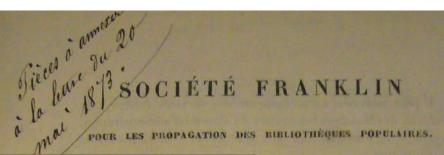
56

236

Lecture du tableau : les établissements candidats à la reconnais présentant un patrimoine de plus de 60 000 francs ont 1,87 fois reconnus d'utilité publique, toutes choses égales par ailleurs, par patrimoine est inférieur à 10 000 francs.

## Quel rapport à l'État?

- Politique et administration
- Service public / utilité publique



Scojet de Statut.
Approuvé par l'Assemblée Générale tenue le Touze Mai mil buit Ceut quatre vingt neuf. But et Organisation.

(C.X: 1et L'association dite Société de Bienfaisance des Me Dames Protestantes de Bordeaux, sondée en 1829 aspour but de secourir les pauvres de l'églis Bésennée Rabitant la Ville et la Banlieue de Bordeaux: vin, l'équines et autres den rées alimentaires et en bois de chauffer.

#### TUTS

robjet de propager en France Elle dresse des catalogues de ublications utiles et la traducers, accorde, dans la mesure de livres, sert d'intermédiaire t de livres, en les faisant pro-'elle obtient, et publie un jour-

iété est à Paris.

iétaire et faire partie de l'Assouscripteur et, de plus, avoir ninistration.

nnuelle est de dix francs.

- État social et générosité publique
- Conservatisme et favoritisme







Le rassemblement du jury du 'Goncourt' au restaurant Drouant pour la délibération du prix le 30 janvier 1950, à Paris. Avec de gauche à droite, Alexandre Arnoux, André Billy, Gérard Bauer, Philippe Hériat, Armand Salacrou, et attablés, Colette et Francis Carco. (KEYSTONE-FRANCE / GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES)

Vers une sociologie historique comparée des services publics en Europe

à travers l'examen des dispositifs juridiques et administratifs

pour démêler les ressorts théoriques et pratiques des combinaisons public / privé